

Bureau du Conseil Intergouvernemental MOST

Rapport de la Réunion du 19 janvier 2008

Salle XVI, Bâtiment Bonvin
(Ordre du jour en pièce jointe)

I. Mots de Bienvenue du Président:

Monsieur le Ministre Zola S. Skweyiya a relevé que la Conférence Générale de l'UNESCO ainsi que le Directeur Général préconisent le renforcement du programme MOST. Pendant la présente réunion, les nouveaux membres élus du Bureau du Conseil Intergouvernemental (CIG) furent confrontés à un ordre du jour chargé, comprenant les pistes pour construire sur la création des forums régionaux pour les Ministres du développement social, et une discussion importante autour de la nomination des membres du Comité de Conseil Scientifique (CCS). Le Ministre a rappelé aux membres du Bureau du CIG leur devoir de prendre en compte les plus pauvres d'entre les pauvres au moment de prendre des décisions concernant le programme MOST.

II. Présentation d'introduction par ADG/SHS:

Le Directeur Général Adjoint pour les Sciences Sociales et Humaines, M. Pierre Sané, a présenté les plans de travail de MOST pour le biennium 2008-2009 ainsi que les allocations budgétaires des programmes réguliers de l'UNESCO.

(Distribué/ci-joint: présentation PowerPoint sur les plans de travail de MOST et tableau d'allocation budgétaire d'une page).

Discussion sur les activités de plan de travail et sur le budget :

1) Plusieurs questions concernaient la **coopération intersectorielle et la nouvelle modalité de plateformes intersectorielles**. Il existe 14 plateformes intersectorielles qui servent de nouveau mécanisme pour la coopération intersectorielle (les modalités ne sont pas encore établies). MOST va participer, et de façon importante, à celles sur les Systèmes Nationaux de Recherche (SNR) et sur les Petits Etats Insulaires en Développement (d'autres plateformes sont dédiées à l'enseignement de la science, au changement climatique, etc.)

2) Question: **Comment les pays pourront-ils être informés sur les "revues nationales" de la plateforme sur le projet de renforcement des SNR, et comment pourront-ils être impliqués dans celles-ci?** Mlle April Tash, nouveau membre du personnel de la section MOST, indique que les pays volontaires pour les revues nationales sous un programme de revue de Science et Technologie -- déjà en place dans le secteur des Sciences de l'UNESCO -- auront la possibilité d'étendre la revue pour y inclure les sciences sociales. Le projet élargi est nouveau.

Une autre question sur le même sujet interrogea la relation entre la plateforme sur le renforcement des systèmes nationaux de recherche et la récente "Méta-revue sur l'étude des systèmes nationaux de recherche" organisée les 16 – 18 Janvier 2008 par le Forum de l'UNESCO sur l'Enseignement supérieur, la recherche et les

connaissances. C.v. Fürstenberg, répondant en sa capacité de point focal SHS pour le Forum, confirma qu'il existe un partage continu de méthodologie et une coopération mutuellement enrichissante entre le Forum et MOST.

3) Quelques membres ont noté une insuffisance budgétaire persistante malgré le renforcement de SHS et de MOST.

4) Une question récurrente concernait le soutien à la recherche pour la phase 2 du MOST: "MOST est-il en train d'abandonner le soutien à la recherche?" En réalité, 4 projets sur 10 décrits dans les plans de travail peuvent être considérés comme soutenant la recherche directe. Néanmoins les moyens de soutien à la recherche directe sont très modestes et doivent être utilisés de façon très stratégique. C'est pourquoi l'identification de la niche spécifique à MOST fut le sujet de plusieurs débats de fond lors de précédentes sessions du CIG (surtout après l'évaluation de la phase 1 de MOST). Un bon exemple de soutien assuré à la recherche fourni par SHS/MOST est la coopération avec le **Conseil International des Sciences Sociales (CISS)** qui fut longtemps soutenu en sa capacité d'institution internationale de coordination rassemblant associations professionnelles de chercheurs en sciences sociales. Un nouvel accord cadre de 6 ans est sur le point d'être signé; basé sur une nouvelle approche plus complémentaire visant à récolter des bénéfices partagés entre CISS et UNESCO/MOST. La nouvelle subvention accordée au CISS (450,000 USD en 2008/09) sera dédiée à la publication par CISS d'un nouveau "Rapport Mondial sur les Sciences Sociales".

5) Dans la lignée des préoccupations concernant le modeste soutien à la recherche, on a fait référence aux critiques des Pays Nordiques qui considèrent les **Forums Régionaux/Sous-Régionaux des Ministres de Développement Social comme étant « trop politiques, et n'ajoutant pas vraiment de valeur scientifique au MOST en tant que programme scientifique »**. Le Vice-président du CIG pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, la Ministre du Développement Social Dr. A. Kirchner répondit en soulignant l'aptitude prouvée des forums à sensibiliser la recherche pour les politiques, et demanda avec insistance de poursuivre le processus de mobilisation de la recherche politique sur le développement et de le lier à des implications pratiques, afin d'informer les politiques sociales des meilleures preuves disponibles. Ceci est tout à fait en ligne avec le mandat spécifique de la seconde phase du MOST.

6) L'ancien Président du Comité de Conseil Scientifique du MOST, Professeur Nazli Choucri qui aura pu participer à la réunion du Bureau du CIG dos à dos avec une autre mission à l'UNESCO, conseilla au Secrétariat de construire de façon stratégique sur l'accès aisé de MOST aux deux communautés, recherche et politique. Elle souligna l'absence de bons termes de référence pour une recherche « stricto sensu » sur les problématiques politiques – une niche pour MOST qui devrait se concentrer exclusivement sur le comblement de cette brèche dans chacune des activités de plan de travail.

7) ADG/SHS résuma la discussion en soulignant les liens étroits entre les activités de plan de travail du MOST : la réflexion théorique sur les liens entre recherche et politiques, le pilotage à fournir au Comités de Liaison Nationale MOST pour stimuler la création de "Forums nationaux du Développement Social ", la revue des systèmes nationaux de recherche, et l'outil MOST comme agent fédérateur visant à capturer et à systématiser les conclusions de recherche pertinentes provenant d'une large gamme de contributeurs, permettant l'extraction de catégories politiquement pertinentes pour une comparaison horizontale et la distillation rapide des options politiques disponibles.

III. Présentation des Forums Régionaux/Sous-Régionaux des Ministres du Développement Social :

Mr. Gonzalo Abad, membre retraité du personnel principal SHS et Conseiller Spécial auprès du Directeur Général, présenta les objectifs et décrit l'évolution de la série des Forums Régionaux/Sous-Régionaux des Ministres de Développement Social, une initiative saluée par les Etats Membres lors la 34ème Conférence Générale comme ayant « élevé le profil politique de l'UNESCO »
(Distribué/ci-joint : présentations PowerPoint)

Il expliqua les aspects de l'institutionnalisation des forums et accentua leur capacité à déclencher des accords de coopération horizontale. Des exemples de coopération bilatérale découlant des forums furent cités comme des "succès" pour les forums.

Une discussion ouverte s'ensuivit sur la valeur, les perspectives et les meilleures pratiques au sein du programme des Forums Ministériels, avec la contribution des premières expériences des collègues hors siège.

Problèmes :

1) **Où nous en sommes:**

Une approche pragmatique au cas par cas a été adoptée jusqu'à présent pour lancer les forums régionaux et sous régionaux. Chaque région a sa propre histoire et son propre parcours d'évolution : plusieurs membres du personnel hors siège évoquèrent des exemples spécifiques provenant de leur région. Mr. Abad identifia la flexibilité comme une force. Il insista sur le fait que les Forums des Ministres du Développement Social ne sont PAS une duplication d'autres efforts existants – ce qui constitue une raison de ne pas instituer de Forum dans la sphère de l'Union Européenne. De façon générale, les cadres politiques régionaux pour les affaires sociales peinent à prendre forme, et ceci malgré la forte demande des états membres et des organisations régionales/sous-régionales. Par exemple, l'Union Africaine souhaite créer un cadre régional de politiques sociales et a demandé un document de politiques sur les Forums Ministériels de MOST. Certaines organisations sous-régionales telle la CEDEAO ont institutionnalisé leur forum avec succès et souhaitent se l'approprier. La SADC sera prise en charge par M. le Ministre Skweyiya. Le Conseil des Ministres de l'Afrique de l'Est a engagé l'Ouganda comme actuel Président pour organiser un Forum des Ministres Sociaux de l'Afrique de l'Est. Des négociations sont en cours avec l'ASEAN et d'autres sont également prévues avec CARICOM. Un effet boule de neige à été produit en dirigeant des invitations aux Ministres des régions/sous-régions autres que celles qui organisent les Forums Ministériels.

2) **Où nous voulons aller:**

La raison d'être des forums reste la mise en oeuvre du lien recherche-politique. Les Forums Ministériels sont un nouvel espace de dialogue, où les discussions et les idées ont libre cours, avec pour objectif de s'orienter vers **des forums permanents où débattre des problématiques politiques liées au développement social**. Les politiques sociales doivent englober les complexités de chaque réalité nationale ; elles doivent être conduites par des réflexions produites localement sur l'équité, les droits de l'homme, le travail, l'éducation etc.

3) **La confiance:**

Avec le but d'intégrer systématiquement le lien entre recherche et politique dans les réunions ministérielles, la première tâche du Secrétariat sera de construire la confiance entre deux cultures professionnelles. Les décideurs politiques de haut niveau craignent la critique scientifique ; les chercheurs quant à eux ne veulent

pas perdre leur indépendance académique au profit de programmes fixés par les décideurs politiques. Les deux groupes doivent être convaincu d'investir du temps, des fonds, et de l'énergie pour améliorer leur relation. De tout temps, les politiques des institutions internationales de financement ont contribué à exacerber la non communication entre la société civile, les universités et le gouvernement, surtout dans le Sud.

4) **Aborder les disparités:**

La plupart des facultés des universités ne sont ni organisées ni financées de manière à pouvoir répondre rapidement aux demandes de recherche politique adressées par les ministères des gouvernements.

- a) Le Gouvernement doit être convaincu de la nécessité d'investir dans la recherche en sciences sociales. MOST doit utiliser sa légitimité comme seule agence de l'ONU représentant les Sciences Sociales à travailler au renforcement du statut international de la communauté des Sciences Sociales.
- b) MOST (et son outil) aidera à promouvoir la pensée des Sciences Sociales parmi les décideurs politiques - dont beaucoup ont un parcours académique pertinent.
- c) Les chercheurs doivent être convaincus de s'engager dans une recherche pertinente pour la formulation de politiques. Ils doivent devenir réactif à la recherche nécessaire aux situations « de bombe à retardement ».
- d) Les chercheurs devraient s'ouvrir aux mouvements de la société civile qui oeuvrent auprès des communautés. La concentration est sur la recherche-action participative.
- e) Les chercheurs doivent jouer un rôle essentiel dans l'amélioration des procédés politiques, surtout à travers l'analyse anticipée des impacts que les politiques à l'étude sont susceptibles de produire.

5) **Pilotage de la structure opérationnelle des forums :**

a) L'intégration des chercheurs dans le processus des forums doit être soutenue par la distribution de (courts) manuels à tous les hôtes du forum. Ces manuels fourniront les conseils essentiels pour l'animation d'un Forum Ministériel. Cette assistance devrait insister sur la position claire à occuper par la communauté des chercheurs dès le début de la définition de l'ordre du jour.

b) Les réunions Ministérielles doivent être précédées et préparées par des réunions techniques de fonctionnaires supérieurs, qui ont le devoir d'inclure des représentants d'institutions de sciences sociales et de laboratoires d'idées (*think tanks*). Les groupes professionnels pourraient d'abord se rencontrer entre eux, pour ensuite procéder à des sessions communes.

c) On devra prêter attention à des modalités de suivi appropriées: l'institutionnalisation du Forum devrait s'appuyer sur les canaux appropriés pour alimenter les procédés nationaux avec les résultats des Forums régionaux, avec les Comités Nationaux de Liaison MOST et les Commissions Nationales de l'UNESCO en première ligne du soutien à ce procédé. Le produit serait un Forum Social MOST au niveau national, sous les auspices des Commissions Nationales de l'UNESCO.

d) L'expansion progressive de la "famille" du forum à un plus grand nombre de participants et le couplage stratégique de l'expertise et du financement constituent d'autres problématiques importantes. Dans ce sens, **le plaidoyer** est une caractéristique importante des forums. Dans le domaine du développement social, de nombreuses ONG sont engagées dans des actions concrètes et ont

une expérience de valeur à contribuer au procédé politique. Cependant, l'intégration des ONG mérite un examen précis de leur légitimité et de leur possible médiation d'idéologies étrangères, y compris celles des donateurs et des institutions multilatérales de financement. Il a donc été proposé de commencer par accorder aux ONG un statut d'observateur dans les forums, avec l'objectif de les éduquer et de les sensibiliser au fait que c'est le gouvernement qui dirige.

e) Vue l'importance des politiques sociales qui englobent les complexités de la réalité nationale, les liens avec les organisations de communautés ont été favorisés.

f) Il est possible que les problèmes de coopération horizontale – tels que soutenus par les forum ministériels – se voient exploités dans l'objectif d'augmenter le renforcement des capacités, y compris les modalités de renforcement informel, tels le partage institutionnel des coûts d'échange de personnel durant de courtes périodes, l'échange de meilleures pratiques et la traduction. La coopération horizontale pourrait inclure le personnel ministériel, comme prévu par le programme "Erasmus Mundus". Une décision politique de la part des Ministres est nécessaire pour poursuivre une telle proposition de projet.

Décision: Avec un avertissement au sujet des ONG, le consensus soutient les forums comme un objectif ambitieux et approprié pour le programme MOST. M. Gonzalo Abad est mandaté pour rédiger un bref document de référence qui sera diffusé au niveau régional, en vue d'un affinement ultérieur par les membres du Bureau du CIG MOST.

IV. Présentation des projets de Recherche Régionale de MOST :

1. Pour le thème prioritaire de MOST sur **les Petits Etats Insulaires en Développement (SIDS)**: Mlle Susan Vise du Bureau de l'UNESCO à Apia (Samoa) présenta les activités en cours dans la région du Pacifique et M. Julio Carranza, du Bureau de l'UNESCO à Montevideo (Uruguay), ajouta des commentaires sur le projet des ressources côtières dont il était anciennement responsable lorsqu'il était encore basé à Kingston. Le Bureau de Kingston (Jamaïque) sera renforcé par un nouveau personnel SHS au niveau P3 dès le 1^{er} Avril. Les contributions furent guidées par le Cadre de Maurice - lequel coordonne toutes les agences de l'ONU sur l'action SIDS. Mr Kwame Bofo, Directeur du Bureau de Kingston, présenta d'autres activités apparentées à SHS prévues aux Caraïbes, traitant notamment de la lutte contre la pauvreté, du développement de données de recherche de qualité pour le développement social, de la violence parmi les jeunes, et du VIH/SIDA.

2. Pour le thème prioritaire de MOST sur **l'Intégration Régionale en Afrique de l'Ouest**, l'ADG/SHS M. Sané présenta la création prochaine de L'Institut Ouest Africain (WAI), un institut dit "de catégorie II" sous les auspices de l'UNESCO, de la CEDEAO et du Gouvernement du Cap Vert. L'Institut s'appuiera sur les comités nationaux des pays membres de la CEDEAO qui deviendront un réseau permanent coordonné par le WAI, avec le but de conduire des recherches sur les différentes dimensions de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Plusieurs questions et commentaires tournèrent autour de l'influence à long terme retenue par l'UNESCO sur les instituts de catégorie II. Le WAI bénéficiera d'un Conseil d'Administration indépendant, dont l'UNESCO sera membre.

3. Pour le thème prioritaire de MOST sur **l'éradication de la pauvreté**, Mlle Teresita Escotto Quesada du Bureau de l'UNESCO à San José (Costa Rica) présenta les plans pour une nouvelle revue de la recherche liée à la pauvreté et son utilisation pour les politiques à travers l'Amérique Latine.

4. Concernant le thème prioritaire régional au sein des Etats Arabes, **“le rôle de l'état dans le développement social”**, Mlle Seiko Sugita, nouvellement placée au Bureau de Beyrouth (Liban) comme membre du personnel de niveau P4, présenta le cadre d'une nouvelle recherche comparative qui sera menée dans 3 à 5 pays de la région. Les plans détaillés restent à développer.

V. Présentation d'une nouvelle proposition de la part de S.E. Ministre A. Kirchner: “Mères et Grand-Mères de la Plaza de Mayo”

Prix Latino-américain pour la recherche-action participative

L'Argentine sponsorisera un prix pour la recherche en sciences sociales de type « recherche-action » qui soit pertinente pour la formulation de politiques. Le prix s'intitule de la sorte afin d'honorer les “mères et les grands mères de la Plaza de Mayo” et leur désir de transformer la réalité. Le but de la récompense est d'aider à construire et à élaborer des connaissances qui facilitent la prise de décision et l'action sociale.

L'Argentine avait initialement proposé un financement de 100,000 USD -- pour 4 à 5 prix en Amérique Latine, favorisant non seulement les chercheurs individuels, mais aussi la recherche menée en équipe. Au moins la moitié des candidats d'une équipe doit avoir moins de 35 ans.

La proposition inclut l'établissement de points focaux dans chaque pays d'Amérique Latine, avec trois personnalités reconnues de la recherche formant le jury du prix. La pertinence politique des projets de recherche sera évaluée par un comité de décideurs politiques. La Présidence argentine est prête à exécuter le processus et à promouvoir les résultats. Le lancement du processus est prévu de façon tentative pour la période de mars à septembre 2008, en vue d'annoncer éventuellement les premiers résultats lors du prochain Forum Latino Américain des Ministres de Développement Social.

MOST est appelé à contribuer, notamment par le développement d'indicateurs pour l'évaluation des candidatures. L'assistance et les conseils du personnel SHS au Bureau de l'UNESCO à Montevideo, Mr Julio Carranza, et du Comité de Conseil Scientifique de MOST seront sollicités. MOST peut surtout aider à faire du prix un effort régional, et à soutenir la recherche qui montre les meilleures promesses de répliation. Le programme MOST bénéficiera en retour de l'accroissement du soutien au renforcement des capacités pour la recherche politiquement pertinente, de l'identification de bonnes pratiques innovantes, et d'un gain de visibilité.

- Commentaires: les donateurs des Etats Arabes (possiblement des Etats du Golfe) devraient être défiés d'égaliser le projet argentin. Le Secrétariat devrait aussi étudier les possibilités d'étendre un tel prix à l'Afrique, peut être en se tournant vers le secteur privé ou vers d'autres moyens de financement. Dans la région Asie Pacifique, un projet similaire quoique bien plus modeste fut initié par l'Institut Indonésien des Sciences (LIPI) et le Comité National Indonésien de MOST. Le projet du prix a été soutenu à hauteur de 10,000 USD -- (fonds MOST RP) pour deux ans. Le projet vise à révéler la pertinence de la recherche en sciences sociales pour les politiques publiques, mais aussi le besoin d'une recherche de qualité.
- Commentaire de la part de ADG/SHS: La question d'un programme de Prix au niveau mondial sera mieux étudiée dès que des résultats positifs seront atteints au niveau régional. C'est sur cette base que l'étude d'une faisabilité mondiale peut être envisagée...

- Commentaire: Réfléchir attentivement au poids ajouté au CCS ou au Secrétariat lorsqu'un nouveau projet est ajouté.

Décision: Proposition acceptée (sous réserve d'absence de nouveaux engagements financiers pour MOST) .

VI. La version révisée des Termes de Référence pour les responsabilités du Comité de Conseil Scientifique (CCS) du MOST fut présentée par le Chef de la Section SHS/SRP/POL, C. von Furstenberg.

Conformément à la réorientation du programme MOST en 2003, le CCS est constitué de 6 experts indépendants représentant les 6 groupes électoraux de l'UNESCO pour un mandat de 3 ans. Les 6 experts sont désignés par le Directeur Général sur recommandation des membres du Bureau du CIG MOST. Le mandat de trois ans du CCS MOST a expiré à la 34^{ème} Conférence Général.

Lors de leurs discussions à la réunion du Bureau du CIG MOST le 1^{er} Novembre 2007, les membres du Bureau du CIG ont

- a) Décidé qu'il serait approprié de maintenir la moitié des membres de l'ancien CCS, conformément à l'alinéa 1.4 de l'article XVI des Status du Programme MOST, comme suit: « *Les termes d'office des membres du Comité peuvent être étendus, dès lors ces derniers sont nommés par le Directeur Général pour un terme de trois ans. Ils sont éligibles pour un maximum de deux termes consécutifs* »

Décision:

Les membres du Bureau du CIG MOST ont unanimement décidé de proposer au Directeur Général de reconduire pour un deuxième mandat les membres suivants:

- **Région Arabe:** Professeur Nazli Choucri, Président du CCS (2004-07), Professeur de Sciences Politiques originaire d'Egypte, Directeur à MIT (Boston, USA);
 - **Afrique:** Professeur Charly Gabriel Mbock, Anthropologiste originaire du Cameroun; Directeur de recherche et Membre du Parlement;
 - **Asie Pacifique:** Professeur Masanori Naito, Géographe originaire du Japon; Université d' Hitotsubashi, Kunitachi, Tokyo.
- b) Demandé au secrétariat MOST de réviser les termes de référence pour lancer un appel d'offre international pour les postes vacants du CCS.

Les tâches principales sont:

- Revue scientifique des propositions de projet conformes à l'orientation générale du programme, afin d'en assurer la conformité aux standards scientifiques requis.
- Etablissement et gestion des mécanismes de relecture en comité pour les rapports de recherche et les articles à publier par MOST y compris sur le site web du MOST.
- Relecture des méthodologies d'analyse et des travaux associés qui alimentent l'outil en ligne du MOST ainsi que les autres initiatives principales du programme.
- Conseil en recherche sur les liens entre recherche et politiques.
- Conseil sur les procédés des prix.

Décision: La lettre revue et corrigée invitant aux candidatures de représentant du CCS pour les trois régions d'Europe Occidentale et d'Amérique du Nord, d'Europe Centrale et Orientale, et Amérique Latine et des Caraïbes sera diffusée en attendant l'accord et la nomination par le Directeur Général des trois candidats cités plus haut.

VII. Revue à moyen terme: Une première version des termes de référence pour la revue à moyen terme de la phase 2 du MOST a été diffusée et des commentaires rédigés ont été sollicités, dirigés préférentiellement par e-mail ou par téléphone à German Solinis, Spécialiste du Programme, SHS/SRP/POL.

VIII. Clôture de la réunion.

Ont participé à la réunion :

Bureau du Conseil Intergouvernemental:

Président du MOST : Afrique du Sud:

S.E. Dr Zola Sydney Skweyiya, Ministre du Développement Social de l'Afrique du Sud, Président du CIG du MOST.

M. Wiseman Khehla Magasela, Directeur Général Adjoint – Politiques Publiques, Ministère du Développement Social de l'Afrique du Sud.

S. E. Mlle Nomasono Maria Sibanda-Thusi, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de l'Afrique du Sud en France, Délégué Permanent de l'UNESCO

M. Kevin Brennan, Conseiller, Délégation de la République d'Afrique du Sud auprès de l'UNESCO.

Groupe I: Finlande: Professeur Tuomo Melasuo, Docent, Attaché de recherche senior, Tampere Peace Research Institute (TAPRI)

Groupe II: Ouzbékistan: M. Alisher Ikramov, Secrétaire Général, Commission Nationale Commission de l'Ouzbékistan auprès de l'UNESCO, Vice Président du Comité de Liaison Nationale MOST

Groupe III: Argentine: S.E. Dr. Alicia Kirchner, Ministre du Développement Social

M. Miguel Angel Hildmann, Délégué Permanent Adjoint

Dr. Romina Caravello, Directeur des Communications avec les Provinces, des Cérémonies et du Protocole

M. Alberto Di Pilato, Conseiller

Mme. Marcela Forteza

M. Pablo L. Prosperí, Secrétaire

Groupe IV: Pakistan: Excuses.

Groupe Va: Kenya: S.E. Dr Mary Mbiro Khimulu, Ambassadeur, Délégué Permanent, Délégation Permanente de la République du Kenya auprès de l'UNESCO

Groupe Vb: Maroc: Mme Leïla Meziani, Conseillère, Délégation Permanente du Royaume du Maroc auprès de l'UNESCO

Rapporteur: Malaisie: M. Imran Abdullah, Délégué Permanent Adjoint, Délégation Permanente de la Malaisie auprès de l'UNESCO

Comité de Conseil Scientifique:

Professeur Nazli Choucri, Professeur de Sciences Politiques à MIT (USA), Egypte

Secrétariat de l'UNESCO (Secteur des Sciences Sociales et Humaines)

M. Pierre Sané, Directeur Général Adjoint pour les Sciences Sociales et Humaines
Mlle Ninou Garabaghi, Spécialiste Principal du Programme, Cabinet de l'ADG/SHS
M. Gonzalo Abad-Ortiz, Conseiller Spécial auprès du DG et de l'ADG/SHS
M. Alexander Schischlik, Chef du Bureau Exécutif

M. Wataru Iwamoto, Directeur, Division de la Recherche en Sciences Sociales et des Politiques

Mme Christina von Fürstenberg, Chef, Section des Politiques et de la Coopération en Sciences Sociales

Mlle Cecilia Golden, Spécialiste du Programme, Section des Politiques et de la Coopération en Sciences Sociales

M. Germán Solinis, Spécialiste du Programme, Section des Politiques et de la Coopération en Sciences Sociales

Mlle April Tash, Spécialiste du Programme, Section des Politiques et de la Coopération en Sciences Sociales

Mlle Eleana Felici, Assistant du Chef, Section des Politiques et de la Coopération en Sciences Sociales

Mlle Gisselle Burbano-Fuertes, Consultante, Section des Politiques et de la Coopération en Sciences Sociales

Mr Vincent Maugis, Consultant, Section des Politiques et de la Coopération en Sciences Sociales

M. John Nkinyangi, Conseiller Régional (Bureau de Nairobi, Kenya)

M. Pape B. Guissé, Consultant (Bureau de Dakar, Sénégal)

Mlle Anjum Haque, Directeur (Bureau de Amman, Jordanie)

Mlle Seiko Sugita, Spécialiste du Programme (Bureau de Beyrouth, Liban)

Mlle Laura Kennedy, Spécialiste du Programme (Bureau de Almaty, Kazakhstan)

Mlle Marina Faetanini, Spécialiste du Programme (Bureau de New Delhi, Inde)

Mlle Susan Vize, Spécialiste du Programme (Bureau de Apia, Samoa)

M. Darryl Macer, Spécialiste du Programme (Bureau de Bangkok, Thaïlande)

M. Kwame Boafo Director (Bureau de Kingston, Jamaïque)

Mlle Teresita Escotto Quesada, Spécialiste du Programme (Bureau de San José, Costa Rica)

M. Julio Carranza, Spécialiste du Programme (Bureau de Montevideo, Uruguay)